

Convention collective départementale

IDCC : 1626. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,
ÉLECTRIQUES, ÉLECTRO-CÉRAMIQUES ET CONNEXES**
(Hautes-Pyrénées)
(18 février 1992)

(Bulletin officiel n° 1992-12 bis)
(Etendue par arrêté du 30 juillet 1992,
Journal officiel du 12 août 1992)

ACCORD DU 14 MAI 2012
RELATIF AUX TAUX EFFECTIFS GARANTIS POUR L'ANNÉE 2012

NOR : ASET1250845M

IDCC : 1626

Entre :

L'UIMM Adour-Pyrénées,

D'une part, et

La CGT ;

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

conformément à la loi n° 82-957 du 13 novembre 1982 relative à la négociation collective, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent accord se réfère aux dispositions de l'accord national du 13 juillet 1983 modifié par l'avenant du 17 janvier 1991 et à l'accord national modifié du 21 juillet 1975 sur les classifications. Il est conclu en considération de l'accord national du 28 juillet 1998 sur l'organisation du travail dans la métallurgie et compte tenu de la recommandation du même jour, figurant en annexe audit accord national.

Conclu ce jour, le présent accord fixe le barème qui est porté en annexe et qui détermine les taux effectifs garantis des mensuels à partir de l'année 2012.

Cet accord répond également aux obligations de l'article 10 *bis* de la convention collective des Hautes-Pyrénées du 18 février 1992.

Article 2

Les taux effectifs garantis figurant dans le barème annexé au présent accord s'appliquent à partir de l'année 2012.

Article 3

L'adoption de ce nouveau barème ne peut avoir par elle-même d'incidence sur les salaires réels, sauf dans le cas où ces derniers se révéleraient inférieurs audit barème.

Les valeurs portées sur les barèmes ci-joints des taux effectifs garantis sont fixées sur la base de l'horaire hebdomadaire légal de 35 heures ou 151,67 heures par mois.

Elles devront être adaptées proportionnellement à l'horaire de travail effectif et donc, le cas échéant, supporter les majorations légales pour heures supplémentaires.

Les taux effectifs garantis, établis pour chacun des divers échelons ou coefficients de la classification découlant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié, ne servent pas de base de calcul de la prime d'ancienneté.

Elles ne font pas l'objet des majorations des 5 % et 7 % réservés aux ouvriers et aux agents de maîtrise d'atelier pour la détermination des rémunérations minimales hiérarchiques servant de base de calcul à la prime d'ancienneté.

Les taux effectifs garantis, figurant sur le barème ci-joint, font l'objet d'un calcul *pro rata temporis* pour les mensuels dont le contrat est suspendu, embauchés ou quittant l'entreprise en cours d'année, ou changeant en cours d'année de classement.

L'application du barème ne devra pas conduire à un nivellement des salaires dans chacune des catégories.

Article 4

Les parties signataires rappellent leur attachement aux principes d'égalité professionnelle et au contenu de l'accord national du 30 juin 2009 portant avenant à l'accord national du 19 juin 2007 relatif à l'égalité professionnelle et aux mesures permettant la suppression des écarts de rémunération entre les hommes et les femmes.

Article 5

Le présent accord fera l'objet des mesures de publicité prévues par la législation en vigueur.

Article 6

Les parties signataires s'emploient à obtenir l'extension du présent accord.

Fait à Tarbes, le 14 mai 2012.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème annuel des taux effectifs garantis des mensuels applicable à partir de l'année 2012

Base : 35 heures.

Ouvriers, administratifs, techniciens et agents de maîtrise d'atelier

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	BARÈME ANNUEL
I	1	140	16 937
	2	145	16 947
	3	155	16 959
II	1	170	16 972
	2	180	16 992
	3	190	17 071
III	1	215	17 165
	2	225	17 470
	3	240	18 187
IV	1	255	18 939
	2	270	19 872
	3	285	20 867
V	1	305	22 493
	2	335	24 933
	3	365	27 418
	4	395	30 424